



## Sections de Haute-Garonne

Toulouse, le 12 février 2010

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques,

Les organisations syndicales représentatives du département de la Haute-Garonne ont reçu, comme dans d'autres départements, le message national qui les associe à la réunion organisée sur le DOS en présence de monsieur Parini.

Dans un contexte de suppression d'effectifs sans précédent et de diminution de budget, qui rendent difficile l'exercice de nos missions et en l'absence de reconnaissance réelle de nos qualifications, l'invitation est pour le moins surprenante. Chaque mot à un sens et le terme « associer » est particulièrement mal perçu par les représentants des personnels. Nous ne pouvons accepter que notre Directeur Général laisse croire aux agents qu'une association entre l'Administration et les Organisations Syndicales est possible sur les orientations et la stratégie à mettre en œuvre pour mieux détruire le Service Public.

Notre Direction Générale cherche à définir ses orientations et sa stratégie. Oui, mais avec quels moyens ?

Alors que la 1ère loi de finances rectificative pour 2010 annonce 500 millions d'annulations de crédits pour les ministères, dont le nôtre, nous ne pouvons accepter d'entrer dans un débat de cogestion qui consisterait à aider à rechercher la meilleure façon de faire encore plus avec encore moins de moyens.

A ceux qui nous opposeraient la participation de quelques agents aux ateliers, nous répondrons que l'immense majorité des agents de la DGFIP a décliné une invitation que l'Administration a pourtant renouvelée à maintes reprises. Dans une direction de 130 000 agents, combien ont accepté de participer à cette pseudo-consultation ? Et quelle a été leur motivation réelle ?

Les agents de la DGFIP ont des revendications, leurs organisations syndicales se chargeront de leur proposer une stratégie pour les faire aboutir.

Aujourd'hui, les agents exigent autre chose qu'une simple rencontre-alibi avec leur Directeur Général :

- Les agents exigent un niveau d'emploi permettant d'accomplir toutes leurs missions et d'assurer la présence du Service Public,
- Ils exigent une rémunération décente et la reconnaissance des qualifications,
- Ils exigent l'amélioration de leurs conditions de travail,
- Ils exigent le maintien et le renforcement de toutes les missions et du réseau de proximité. Partout le besoin de plus de Service Public est une évidence,
- Ils exigent que l'Administration soit réellement à leur écoute,

Ces revendications sont les seules raisons pour lesquelles nous souhaiterons, en tant que représentants des personnels, rencontrer Monsieur PARINI le 2 mars 2010 en Haute Garonne et nous avons bien noté qu'il plaçait lui-même cette réunion dans le cadre de l'interrégion Sud-Pyrénées.